Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 457

Rubrik: Finances fédérales

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

FINANCES FÉDÉRALES

Les socialistes, ces brebis galeuses

Toutes les politiques préconisées par les socialistes ne se "vendent" pas aussi bien! L'accueil fait par la presse à l'initiative bancaire n'est pas trop défavorable, dans l'ensemble. Dans ce cas, le Parti socialiste suisse pose des problèmes réels qui nécessitent une réflexion en profondeur. L'expansion des grandes banques, la lourdeur du franc (pour les exportateurs), les critiques que suscite à l'étranger le secret bancaire helvétique sont en effet une source légitime de préoccupations, et pas seulement pour ceux qui voudraient voir réduit le rôle des "monstres froids" qui nous gouvernent. Bref, dans ce cas, les propositions socialistes passent, du moins dans un premier temps, la rampe.

Rien de tel, en revanche, sur la question des finances fédérales!

Le déroulement des discussions récentes sur le deuxième paquet financier a conduit la presse à émettre des appréciations fort négatives sur les tergiversations des responsables politiques des principaux partis. Et les socialistes remportent ici haut la main la palme de la critique...

En gros, cela donne les remarques suivantes. La Caisse fédérale va mal; si on retarde l'assainissement, sur lequel tout le monde doit être d'accord, la dette de la Confédération va encore s'enfler de quelques milliards; les grands partis donc, et aussi les socialistes, ont demandé au Conseil fédéral, après l'échec du 12 juin, de ne pas abandonner son projet de remplacer l'Icha par la Tva; ils ont alors fait preuve de "courage"; pourquoi les socialistes cherchent-ils aujourd'hui, tout en maintenant leur accord de principe sur la Tva, à remettre en cause le plan financier 1979-1981 et se lancent-ils dans des propositions nouvelles pour réaliser de nouvelles recettes (vignettes auto, taxes sur les poids lourd, impôts sur les transactions de devises)? Ils ne font que retarder l'aboutissement du projet... ils discréditent, aux yeux de l'opinion publique, le deuxième paquet financier et rendent son acceptation par le peuple et les cantons encore plus aléatoire.

Que voilà un cours de morale politique bien asséné! Est-il réellement sans réplique? Voyons les choses de plus près.

Des économies et des impôts nouveaux

Le plan financier 1979-1981 prévoit un déficit "résiduel" d'un demi-million de francs; et ce malgré l'application d'une Tva de 8 pour cent. Cela veut dire en clair: non seulement une hausse des impôts en perspective, mais encore des économies— puisque le dogme helvétique suppose un budget "équilibré". Donc, non seulement une charge supplémentaire pour les consommateurs, mais encore la possibilité laissée à l'Union suisse des arts et métiers et aux associations patronales de tous poils d'attaquer la politique "dispendieuse" (déficit) de la Confédération... Cela fait beaucoup, non?

Une part de l'échec de la loi d'aide aux hautes écoles et à la recherche est imputable au fait que la Confédération est en déficit. Le projet, fort modeste d'aide aux régions dont l'économie est menacée est vidé de sa substance par une commission du Conseil des Etats parce qu'il aurait pu coûter quelques millions à la Confédération (trente, au maximum!). La hausse du prix du pain, c'est pour permettre à la Confédération de faire des économies. Etc. Depuis quelques années, seuls passent les projets dans lesquels on renifle le suave parfum des "économies" (avec une seule exception à prévoir, un seul projet paré de vertus particulières, celui de la police fédérale de sécurité).

Et pour l'avenir, il faut tenir pour acquis que rien ne passera la rampe. Alors, si gouverner c'est prévoir, est-il faux à ce point de tenir ce langage: la Tva passe encore, mais après, qu'on f... la paix avec un xième programme d'économies!

Négocier maintenant

Cette négociation, les socialistes peuvent, doivent la tenir maintenant (voir en page 1). Pas après l'adoption du paquet financier. La politique financière de la Confédération n'est pas d'une simplicité évidente, nous le concédons volontiers. Mais est-elle compliquée à ce point qu'elle doive conduire la grande presse à "occulter" l'argumentation socialiste?

COURRIER

Etre chômeur

Ci-dessous, la lettre d'un correspondant — dont nous préfèrons taire le nom — et qui donne du chômage une autre image que le "dossier" publié par la Société de Banque Suisse dans son organe mensuel, " Le mois économique et financier" (4/1978)... (réd.).

Cadre supérieur dans une entreprise en grande difficulté, je connais à soixante ans le chômage depuis quelques mois. J'ai donc dû faire toutes les démarches et formalités habituelles et, comme tout chômeur, je pointe trois fois par semaine.

Avant toutes choses, je tiens à souligner — je parle de Genève — que le personnel d'accueil aux guichets est de la plus parfaite correction, je dirais même spécialement cordial. Dès qu'on s'élève dans la hiérarchie, le ton reste correct mais plus sec. On manifeste son autorité comme on peut...

En fait, le problème est ailleurs: tout, dans la législation et l'organisation pratique de la Caisse de chômage à Genève est basé sur *la méfiance* et, involontairement sans doute, *l'humiliation.*

La méfiance se conçoit peut-être. Il faut éviter